

L'état de la France 2001-2002  
La Découverte

**Travail et Société**  
**Grandes tendances**

Michel Freyssenet  
CNRS (CSU), GERPISA

Début 2001, la France se prend à rêver. Après plus de vingt ans de chômage massif, le plein emploi est-il à l'horizon? Le pourcentage de chômeurs est descendu à 9,2% de la population active fin 2000, soit trois points en moins depuis fin 1997. Est-il possible de retrouver dans une économie devenue ouverte le "cercle vertueux" des "trente glorieuses"? Les emplois créés seront-ils toujours plus qualifiés comme l'affirment dirigeants et experts?

**Les "trente glorieuses": consommation et "pax americana"**

La période allant du début des années cinquante aux années soixante-dix a été caractérisée par un mode de croissance privilégiant la consommation intérieure et par une distribution du revenu national faite de manière coordonnée et modérément hiérarchisée en fonction des gains de productivité. Les salariés avaient accepté de nouvelles formes de travail, en échange d'une croissance continue de leur pouvoir d'achat et de l'extension des droits sociaux. Les conditions d'une consommation de masse et ce faisant d'une production de masse étaient ainsi créées. Nombre d'entreprises adoptèrent alors une stratégie consistant à offrir une gamme de produits partageant de nombreuses pièces communes, pour satisfaire une large clientèle tout en faisant des économies d'échelle. Cette politique-produit impliquait des ouvriers polyvalents (capables d'accomplir plusieurs modes opératoires) pour faire face à la diversité des produits et aux variations de volume sur les lignes de production.

Le mode de croissance des "trente glorieuses" ne pouvait perdurer qu'à deux conditions: le compromis salarial national sur lequel il était fondé devait se maintenir, les Etats-Unis devait continuer à accepter les politiques économiques autocentrées qu'ils avaient soutenues après la guerre. Or sa réussite même conduisit au plein emploi, d'autant plus vite que la population en âge de travailler diminuait en raison de l'arrivée des "classes creuses". Ce contexte permit aux salariés non-qualifiés de manifester leur rejet du travail tel qu'il était défini et organisé. L'incendie social de

mai 1968 (dix millions de grévistes) fut éteint non sans mal par d'importantes augmentations de salaires. Dans l'industrie, les ouvriers de production obtinrent que leur salaire devienne stable d'un mois sur l'autre par attribution d'un même type de poste, alors que précédemment ils variaient en fonction de la "cotation" des postes auxquels ils étaient affectés. La polyvalence requise par la production s'en trouva entraver. En outre le problème de la nature du travail n'était toujours pas résolu. Les conflits sociaux se poursuivirent donc. On tenta de les arrêter en créant, dans la grille de classification des emplois dits d'exécution, un premier niveau censé reconnaître une qualification de fait, sans rien changer au contenu et à l'organisation du travail. Ainsi s'amorça un glissement "hiérarchique" qui dura plus de dix ans, modifiant sensiblement le classement des salariés entre qualifiés et non-qualifiés. Quelques dirigeants comprirent cependant qu'un pays dans lequel le niveau scolaire s'élevait rapidement ne pouvait continuer à offrir des emplois dont le contenu était prédéterminé, même si dans la réalité il devait être adapté par les salariés eux-mêmes pour faire face à de multiples imprévus. Un réaménagement du compromis salarial était donc possible. Encore fallait-il que la croissance se poursuive. Elle fut brutalement cassée par les chocs monétaires et pétroliers du début des années soixante-dix.

### **Les modes de croissance et les modèles productifs en confrontation**

Depuis la fin des années cinquante, les Etats-Unis observaient la pression concurrentielle croissante des produits venant d'Europe et du Japon. L'attribuant principalement aux parités fixes entre monnaies, Nixon décida en 1971 le "flottement" du dollar. Les pays pétroliers virent alors leurs revenus s'effondrer. Ils limitèrent leur production jusqu'à obtenir le triplement du prix du baril en dollar constant en 1973. En France, le chômage s'éleva à 4,1% en 1975. Le recrutement de travailleurs étrangers fut arrêté. Il apparut rapidement que la croissance était durablement ralentie et que la facture pétrolière continuerait à peser sur la balance commerciale. La France devait accroître ses exportations, non seulement pour payer cette facture, mais aussi pour relancer la croissance en prenant des parts du marché mondial aux autres pays industrialisés.

Les pays qui profitaient de la nouvelle donne internationale étaient en effet ceux dont la croissance était depuis longtemps tirée par les exportations, que ce soit en raison de leurs prix compétitifs comme dans le cas du Japon, ou de leur spécialisation comme dans le cas de la République Fédérale Allemande ou de la Suède. La distribution du revenu national s'y faisait en fonction, non pas de la productivité interne, mais de la compétitivité externe. Le premier ministre, Raymond Barre, invita l'industrie française à se spécialiser comme l'industrie allemande et recommanda la désindexation des salaires sur le coût de la vie. Les salariés se mirent dès lors à défendre le compromis salarial qu'ils avaient précédemment dénoncé. Spécialisation et désindexation ne pouvaient en fait rapidement aboutir. Le second choc pétrolier (doublement du prix du baril en dollar constant entre 1979 et 1981) vint en outre casser une nouvelle fois la croissance qui semblait repartir. Le taux chômage grimpa à 6,4% en 1980, le nombre de chômeurs à 1,5 million. Un jeune sur sept "disponible pour travailler" était sans emploi. La population active augmentait maintenant rapidement : les enfants du baby-boom étaient là et les femmes de 25 à 39 ans entraient massivement sur le marché du travail.

Les salariés portèrent la gauche au pouvoir en 1981. Les nationalisations sauvèrent des pans entiers de l'industrie française, mais la relance économique par la consommation fut un échec, car profitant plus aux importations qu'à l'industrie nationale. La situation financière des entreprises se dégrada, d'autant plus vite lorsqu'elles avaient fait des choix stratégiques risqués. Certaines avaient massivement automatisé pour, espéraient-elles, abaisser leurs coûts, améliorer la qualité, flexibiliser leur appareil de production, supprimer le travail pénible et créer des emplois qualifiés. Elles avaient tenté en outre de pénétrer les marchés étrangers en s'y implantant industriellement. Cette fuite en avant se fit au prix d'un endettement, qui devint considérable avec la montée des taux d'intérêt.

### **À la recherche d'un nouveau mode de croissance**

Le gouvernement de Pierre Mauroy dut changer de politique économique en 1983. La "désinflation compétitive" (franc fort, désindexation effective des salaires sur le coût de la vie, précarisation des emplois, maîtrise des dépenses publiques, libéralisation du marché des capitaux) devint la ligne des gouvernements successifs. Ils cherchèrent, plus ou moins activement selon leur orientation politique, à atténuer les effets sociaux des restructurations et à hâter la construction européenne pour essayer de reconstituer à terme au niveau de l'Europe les enchaînements vertueux perdus. Les entreprises se désendettèrent en se séparant de leurs activités non essentielles. Elles procédèrent à des fermetures d'usines et à des réductions d'effectif, en recourant fréquemment aux mises en pré-retraite financées largement par l'État. Le chômage monta à 2,6 millions en 1984, dont une proportion grandissante de jeunes. Le partage de la valeur ajoutée des entreprises s'inversa spectaculairement, la part de la masse salariale tombant de 69% en 1982 à 59% en 1988.

Les entreprises, obligées d'être dorénavant très économes en capitaux, se tournèrent vers le "modèle japonais". Il fut présenté comme résolvant à la fois la crise de rentabilité et la crise du travail. On sait maintenant que ce modèle n'a jamais existé, car résultant de l'amalgame de deux systèmes de production complètement différents, incompatibles et en outre peu diffusés au Japon: le système Toyota et le système Honda. Toyota connut lui-même une crise du travail en 1990 qui montra les limites de son système et l'obligea à en changer. Les firmes françaises retinrent des dispositifs dits "japonais" ceux qui leur convenaient (travail en groupe, autocontrôle, tension des flux, etc.) sans les contreparties sociales indispensables à leur viabilité (garantie d'emploi, carrière), comptant de fait sur la pression du chômage pour les faire accepter. Elles purent réintroduire et systématiser la polyvalence en en faisant dorénavant la définition de la qualification en production et la condition pour progresser dans l'échelle des classifications. Le contenu et la division du travail n'en ont pas été pour autant fondamentalement changés.

La "bulle spéculative" qui se forma à partir de 1987 à la suite de la déréglementation financière, le contre-choc pétrolier (division par trois du baril de pétrole en dollar constant) et la dépréciation du dollar gonflèrent la demande et permirent le rétablissement financier des firmes. Le chômage régressa même à 2,2 millions entre 1987 et 1990. Mais les entreprises, incertaines de l'avenir, embauchèrent des "précaires" au lieu de salariés permanents. L'embellie fut effectivement de courte durée. La "bulle spéculative" éclata en 1991, en France et ailleurs. Les entreprises se séparèrent immédiatement des salariés "précaires". Leur situation resta financièrement

“saine”, mais les comptes publics et sociaux se dégradèrent en raison de l’insuffisance des rentrées fiscales et sociales. Les gouvernements européens crurent devoir adopter simultanément des politiques budgétaires restrictives, tout en accroissant encore les impôts et les cotisations sociales. Le chômage reparti à la hausse de plus belle, dépassant les 3 millions en 1994. Environ un quart des "actifs" de moins de vingt-cinq ans était au chômage en 1996, alors qu’ils étaient beaucoup plus diplômés que leurs aînés. Par deux fois, les Français manifestèrent leur refus de la "fracture sociale" en train de traverser les classes moyennes, lorsqu'ils soutinrent massivement les lycéens et étudiants contre les projets de "SMIC jeunes" en 1993, et les cheminots contre la remise en cause des retraites et de la protection sociale en 1995.

La réduction des coûts devint le maître mot dans les entreprises. Certaines entreprises cherchèrent à individualiser les salaires du personnel, à l’instar de ceux des cadres, en les faisant varier en fonction de la réalisation d’objectifs essentiellement de qualité. Les formes de flexibilisation se multiplièrent: type d’emploi, temps de travail, organisation. Le "modèle japonais" fut plus que jamais à la mode, alors que le Japon était entré, sans que personne n’y prenne garde, dans une récession dont il n’est toujours pas sorti dix ans après!

### **Des marges de manœuvre**

La "gauche plurielle", venue au pouvoir en 1997, montra qu’il existait des marges de manœuvre. Des choix budgétaires différents, une légère relance de la consommation, la création d’emplois-jeunes, les lois sur les 35 heures, des réductions d’impôts ont opportunément amplifié la croissance, relancée par un retournement du cycle économique, qui fut, il faut bien le dire, inattendue. La France put tout à la fois satisfaire aux critères de Maastricht et voir le chômage amorcer une décrue qui se poursuit. Mais l’économie nationale ne semble pas avoir acquis une réelle spécialisation internationale. La balance commerciale française excédentaire depuis 1993 a chuté dès que la demande intérieure a repris et le prix du pétrole revenu à un niveau moyen, malgré une dépréciation de l’euro qui a stimulé les exportations. Aucun compromis salarial national n’a par ailleurs vu le jour qui puisse réguler l’évolution des revenus sur ce qui tire la croissance nationale. La création de la zone Euro peut toutefois changer la donne. Les échanges extérieurs, étant pour l’essentiel intra-européens, deviennent d’un coup dépendant uniquement de la consommation à l’intérieur de la zone. Mais pour que celle-ci tire la croissance, il faudrait que les gouvernements décident ensemble de réindexer les salaires sur les gains de productivité. La diffusion dans tous les secteurs d’activités des techniques de traitement de l’information numérisée permet en outre de transformer les produits, d’en créer de nouveaux, et d’accroître la productivité, notamment dans le secteur tertiaire. Une reprise durable de l’accumulation capitaliste, associée à la prochaine diminution de la population active, peut conduire à une résorption du chômage. Les tensions sur le marché de travail et "l’indiscipline" dans le travail redevenue possible pourraient alors relancer la "division de l’intelligence du travail", notamment à travers une nouvelle vague d’automatisation. La construction d’un "compromis" sur le contenu du travail et la forme de distribution du revenu national n’en est que plus urgente.

## Bibliographie

- S. Beaud, Pialoux M., *Retour sur la condition ouvrière*, Fayard, Paris, 1999.
- R. Boyer, M. Freyssenet, *Les modèles productifs*, La Découverte, "Repères", Paris, 2000.
- R. Castel, *Métamorphose de la question sociale*, Fayard, Paris, 1995.
- M. Gollac, S. Volkoff, *Les conditions de travail*, La découverte, "Repères", Paris, 2000
- T. Coutrot, *Critique de l'organisation du travail*, La Découverte, "Repères", Paris, 1999
- M. Freyssenet, "La production réflexive, une alternative à la production de masse et à la production au plus juste?", *Sociologie du Travail*, n°3, Dunod, Paris, 1995
- M. Freyssenet, A. Mair, K. Shimizu, G. Volpato, (dir.), *Quel modèle productif? Trajectoires et modèles industriels des constructeurs automobiles mondiaux*, La Découverte, Paris, 2000.
- J. Freyssenet, *Le chômage*, La Découverte, "Repères", Paris, 1998.
- A. Gorz, *Métamorphose du travail: quête de sens*, Galilée, Paris 1989.
- IRES, *Les marchés du travail en Europe*, La Découverte, "Repères", Paris, 2000
- J. Kerkoat, J. Boutet, H. Jacot, D. Linhart (dir.) *Le monde du travail*, La Découverte, Paris, 1998
- M. Maruani, *Travail et emploi des femmes*, La Découverte, "Repères", Paris, 2000.
- K. Shimizu, *Le Toyotisme*, La Découverte, "Repères", paris, 1999.